

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
39 rue Gamelin
F-31100 TOULOUSE
France

dépôt le 06/10/21
radio-zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE
INFO

L'IRE
des chênaiés

N°881 - 6 octobre 2021

Devenez «client mystère» pour
surveiller les contrôles de passe
sanitaire

Devenir «enquêteur mystère» chargé de vérifier si le passe sanitaire est bien contrôlé là où il est devenu obligatoire? L'annonce est bien réelle mais l'organisme qui cherche à collecter cette information demeure difficile à identifier.

Vous sentez-vous l'âme d'un fin limier? Rêvez-vous de vous «rendre dans des lieux où le passe sanitaire est obligatoire» tout en vous faisant passer «pour un client lambda» dans le but «d'observer si les contrôles sont bien effectués»? En clair, voulez-vous contrôler les contrôleurs de passe sanitaire? Alors, cette offre d'em-

ploi récemment publiée par la mission locale du Pays d'Aix (Bouches-du-Rhône) est faite pour vous. N'hésitez plus: devenez «enquêteur-ice client-e mystère L.A.C», L.A.C signifiant Lutte Anti-Covid.

Pour la modique somme de 1333 euros brut par mois (pour 30 heures hebdomadaires), vous aurez l'honorable tâche de «vérifier que le passe sanitaire de chaque client soit bien contrôlé à l'entrée des établissements». Incognito, vous surveillerez les enregistrements des QR-codes et leurs bips désormais familiers, dans les bars, les musées, les parcs de loisirs, les centres commerciaux, les hôpitaux... Et même des centres de vaccination. Tous vos frais seront payés. Vous pourrez manger et visiter ces établissements à l'œil. Votre mission, si vous l'acceptez? «Identifier les cibles» (sic), «réaliser une visite mystère», «collecter les résultats (photos, vidéos)» et «transmettre les résultats de l'enquête». Bref, transformez-vous en vrai James Bond de la crise sanitaire...

On pourrait croire à un canular, à un «fake», en ces temps d'informations troubles autour de la pandémie. D'autant que l'embauche prévoit un contrat de douze mois, alors que le passe sanitaire est censé prendre fin le 15 novembre prochain, comme l'ont remarqué plusieurs internautes sur Facebook. Sauf que «toutes les annonces que l'on publie sont réelles», nous confirme un responsable la mission locale du Pays d'Aix.

«J'ai d'abord cru à une blague, glisse un conseiller d'une autre mission locale de la région. C'est la première fois qu'on reçoit une annonce de la part de cet employeur.» La mission locale n'a pas souhaité dévoiler l'identité de l'employeur «mystère». Selon nos informations, cet emploi est proposé par CapRisk Asso, une association créée en février 2020 et basée à La Garde (Var). Spécialisée dans l'environnement, son activité sociale consisterait, d'après ses statuts, à organiser «des inspections et des vérifications sur des sites industriels» pour «sensibiliser les citoyens aux effets nocifs des polluants chimiques». Difficile d'en savoir plus.

«Au moins le Covid crée de l'emploi même si ce n'est pas dans les hôpitaux»

Serait-elle la fondation d'entreprise rattachée à la société du même nom, CapRisk development, qui officie dans la gestion des risques environnementaux et dans l'amélioration sécurité au travail? Pourquoi chercherait-elle à collecter ce genre de données? Contactée par téléphone, l'émettrice de l'annonce nous répond d'emblée: «Je ne vais pas pouvoir vous donner beaucoup de précisions. C'est très confidentiel, nous ne sommes que le mandataire de l'offre, nous répondons à une demande d'organismes.» Du secteur «privé», nous précise notre interlocutrice avant de nous interrompre sèchement lorsqu'on cherche à en savoir davantage: «Envoyez-moi votre demande par mail, j'aurai vos coordonnées». La conversation n'ira pas plus loin. À ce jour, nous n'avons toujours pas eu de réponse à nos questions adressées par e-mail.

Le recours au client-mystère est une méthode en plein développement ces dernières années chez les enseignes désireuses d'améliorer leur qualité de service ou leur «relation client», de vérifier si leurs franchises adoptent leurs normes, voire de contrôler leurs salariés. Les entreprises spécialisées dans le recrutement de ces faux clients se partageraient un marché de plus de 200 millions d'euros. Banque, tourisme, hôtellerie-restauration, santé, environnement, la pratique concerne divers secteurs. Et s'adapte désormais à la crise sanitaire.

«Au moins le Covid crée de l'emploi même si ce n'est pas dans les hôpitaux», ironise une employée de la mission locale. Décidément, le monde d'après est plein de promesses... Sans être nécessairement choqués par l'annonce, certains candidats «s'interrogent» tout de même sur son sens, admet un employé de mission locale. Petit détail: vous devez bien sûr être doté vous-même du fameux sésame.

Ludovic Simbille, sur <https://bastamag.net>

1. Au Journal officiel, la structure est enregistrée dans le secteur «Associations et Fondations d'entreprises».

La question identitaire: le grand hold-up

À l'heure où les prix de l'essence, du gaz et des matières premières ne cessent de flamber, où les étudiants recommencent à aller pointer à la banque alimentaire, il paraît complètement fou qu'une grande part de la population continue de se laisser berner par les questions identitaires alors qu'on se fait littéralement plumer par les politiques néolibérales autoritaires.

Il paraît fou qu'on doive encore se battre contre ceux qui en redemandent et qui en plus réclament le supplément raciste! Comment continuer de croire que c'est en expulsant les immigrés et en réduisant les allocations des plus pauvres qu'on sortira des crises engendrées par le capitalisme? Comment donner crédit à la préférence nationale alors qu'il est d'une plate évidence que la discrimination des non Français de papier ne rendra jamais la misère et la précarité ambiantes plus soutenables. Pas même une seule seconde.

Nous pensons que la question identitaire est une peur que le bourgeois en voie de déclasserment essaye de transmettre au plus grand nombre. Le but: retrouver son emprise capitaliste d'antan, sa petite baronnie locale, son petit pouvoir seigneurial, son influence perdue qu'il avait sur tout un tas de mœurs. Pour résumer, il veut retrouver la peur qu'il incarnait autrefois.

Là où le capitalisme mondialisé ne lui a laissé que les miettes du pouvoir et la seule gestion de la flicaille, l'identitaire se sent lésé et cherche une manière de redorer son blason. Il n'a alors de cesse de parler de déclin civilisationnel. Un concept assez fourre-tout qui pourra toucher monsieur et madame Tout-le-Monde qui sent bien que tout fout le camp, qu'on marche sur la tête, ou que le monde ne tourne pas rond.

La vision décliniste donne une lecture simpliste dans un monde où on ne comprend plus rien: «si rien ne va plus, c'est à cause des étrangers qui nous remplacent et nous font perdre notre identité». À ce délire, il faut rajouter la phobie des homosexuels, lesbiennes, transgenres, queers ou intersexes. Et la détestation des femmes qui dénoncent une société encore inégalitaire basée sur le patriarcat. Bref, l'identitaire est une bête agonisante et donc dangereuse. Doublé d'un côté par ses amis capitalistes qui gommement les frontières pour le business et doublé de l'autre par les minorités qu'il ne peut plus empêcher de parler comme jadis. Pour se dépatouiller de ça, l'identitaire a hérité d'une bonne vieille technique, celle par laquelle toutes

les révolutions ont mal tourné: La contre-révolution.

Bientôt trois ans après le soulèvement populaire des Gilets Jaunes qui a fait date dans l'Histoire, il est plus qu'utile de rappeler qu'après les tentatives insurrectionnelles émancipatrices, vient ensuite le temps de la contre-révolution. Celle qui fit naître Napoléon après 1789, celle qui accoucha de Staline après la révolution bolchevique, celle qui débrida le capitalisme après 68. Si on suit ce fil de l'Histoire, on peut se demander si après les Gilets Jaunes, nous allons devoir nous fader Zemmour ou Le Pen...

L'Histoire est parcourue d'une volonté d'émancipation toujours trahie. Pour l'instant, les révolutions ont toujours fini cocues.

Il est plus que temps de se ressaisir et d'enrayer ce hold up à ciel ouvert. Non, on ne vivra pas dans le bonheur en laissant les identitaires museler les minorités et faire du capitalisme à la papa. Vu les enjeux devant nous, l'extrême droite devrait systématiquement se faire dégager du chemin pour que nous puissions aller droit au but boxer la politique de Macron.

De la crise du covid, nous avons tiré un enseignement, celui que notre liberté était indexée sur notre productivité. Dès lors que nous n'étions plus utiles à l'économie pour cause de pandémie et de confinement, nous avons vu les couvre-feux, les attestations d'auto-flicage et les interdictions de se balader en forêt ou sur la plage rendre coupable notre liberté de circuler. Nous avons vu que les principes fondamentaux de la démocratie et des droits humains étaient une fine couche de vernis, quelque chose que l'économie se réservait le droit de suspendre. Sûrement par peur qu'un monde auto-organisé surgisse. Un monde qui fait sans cette économie, ou qui la détourne.

Si nous nous étions sentis libres par le passé de pouvoir voyager, rien qu'hors de sa ville ou de son département ou libres en ayant des week-end, il faut nous rendre à l'évidence que cela dépendait avant tout de notre aptitude à être des portefeuilles en mouvement. Pendant le premier confinement, même ceux qui s'étaient affranchis de cette cruelle réalité en vivant en camion sans beaucoup dépenser ont vite été rattrapés par la réalité répressive.

Gouverner, que ça soit pour la droite ou «la gauche», ça a toujours consisté à faire de nous des facilitateurs de flux. Si toutes les contestations sérieuses en arrivent à bloquer les flux, par des grèves, des blocages ou des sabotages, ce n'est pas un hasard. Ceux qui s'en plaignent finiront un jour ou l'autre par s'apercevoir que leurs chaînes se raccourcissent.

Nous avons acté que le capitalisme et la gestion des crises qu'il produit a encore beaucoup de misère et d'entrave à nous imposer. Au rythme où il se contracte, par sa perte de croissance et la raréfaction des ressources qu'il pille, il ne faut pas douter une seule seconde que ses restructurations à venir seront violentes. Aussi, il paraît évident que les pénuries à venir, qu'elles soient dues au climat, à l'économie de marché, ou à d'autres pandémies, occasionneront des rationnements, et des mesures liberticides tout autant, voire plus violentes que celles qu'on a connues. Les stratégies du capitalisme consisteront toujours à nous tenir

la tête sous l'eau pour que surtout, nous ne puissions nous organiser sans lui. Et nous entendrons toujours la même chanson à chaque élection: «soit moi, soit le fascisme».

Le présent et l'avenir du concept de gouvernement sont un tandem entre le néolibéralisme et le fascisme. Le capitalisme, aujourd'hui seul au monde, ne permet que ce côté-là de l'échiquier. Il nous paraît impossible qu'un jour, nous voyions arriver un gouvernement de vraie gauche ayant comme programmatique la chute du capitalisme et l'égalité entre tous les êtres humains.

Il paraît par contre plus probable qu'un jour, nous éliminons les tentatives identitaires qui divisent les gens qui pourtant partagent les mêmes galères et que ce jour, nous allions toutes et tous remettre le couvert pour faire une révolution qui finira véritablement d'abolir les privilèges, d'abolir les inégalités. Nous ne sommes pas des stratèges politiques et n'avons par conséquent que des rêves. Mais la certitude qu'on peut s'organiser à grande échelle et au-delà des frontières sans se laisser crever de faim, sans se faire la guerre civile, tout en assurant des logements pour tous et le partage des savoirs et des cultures... Cette certitude est grande.

Et non, abolir le capitalisme ne nous fera pas revenir à l'âge de pierre. Il est évident que nous pourrions subvenir dignement à tous nos besoins sans recourir à un système d'enrichissement massif de quelques-uns au détriment de tous les autres.

Ayant fait ce constat, il est hors de question de laisser prospérer ceux qui incitent à se regarder le nombril de l'identité pendant que le train d'une mort sociale nous fonce droit dessus.

Ceci est un message destiné à toutes celles et ceux qui doutent. Nous les invitons à faire un pas de côté. A prendre de la hauteur et à s'organiser pour que l'Histoire ne se répète pas inlassablement à la faveur des salauds. Il nous revient la tâche de créer un monde auto-organisé, qui ne soit pas gouverné, dans lequel «être un puissant de ce monde» ne veut rien dire. Sinon, il y a fort à parier que notre futur sera un monde à la Mad Max.

Cerveaux non disponibles

Courrier des lectrices

Saint Pierre le 28/09/2021

Chère équipe de Radio Zinzine,

Je me permets de vous contacter au sujet des bibliothèques municipales. Comme vous le savez certainement, depuis le mois d'août 2021 le passe sanitaire est exigé de chaque personne qui voudrait accéder aux bibliothèques. Cette mesure s'appliquera aussi aux enfants dès 12 ans à partir du 1^{er} octobre prochain.

Ce même jour aura lieu la journée de mobilisation nationale des bibliothèques (lancée par les bibliothèques de Grenoble en grève) pour contrer ces mesures qui refusent non seulement l'accès gratuit à la culture aux personnes mais qui priveront aussi les enfants de découvrir les trésors des livres, de la culture et de l'information.

Je crains malheureusement que le mouvement soit peu suivi par les bibliothèques, certaines ayant accepté ces mesures beaucoup sûrement à contrecœur, certaines ayant dû restreindre les heures d'ouverture comme celle de Saint-Etienne-les-Orgues et d'autres ayant tout simple-

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103

Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en

Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine - site ueb: <www.radiozinzine.org>

ment fermé pendant la période que le passe sanitaire est imposé, comme c'est le cas à Limans et Ongles.

Peut-être que vous avez déjà abordé/traité ce thème et que je ne l'ai pas entendu sur vos ondes. Je tenais malgré tout à vous en faire part, étant usagère des bibliothèques depuis mon enfance, je pense qu'il mérite notre attention, comme tellement d'autres ces temps-ci.

Je vous remercie pour votre attention, pour votre radio et tout le travail que vous faites.

Anna-Sophie Grimm

La Bataille de la Plaine

Film réalisé en 2020 par Sandra Ach, Nicolas Burlaud et Thomas Hakenholz, sortie nationale le 13 octobre 2021 (après une tentative de sortie avortée pour cause de confinement covidien).

«Feindre, ce n'est pas proposer des leurres, c'est élaborer des structures intelligibles. La poésie n'a pas de compte à rendre sur la «vérité» de ce qu'elle dit, parce que, en son principe, elle est faite non pas d'images ou d'énoncés, mais de fictions, c'est à dire d'agencements entre des actes.»

Rancière, Le partage du sensible

Ce film a été réalisé avec la participation et des coups de main à tous les niveaux de plein de monde.

De 2016 à fin 2019 la place Jean Jaurès, (plus connue comme «la Plaine») dans le centre de Marseille, où se tient trois fois par semaine le plus important marché populaire de la ville a été le théâtre d'une bataille tumultueuse. D'un côté, les services d'urbanisme de la mairie, déterminés à mener un important programme de «requalification» et de «montée en gamme» du quartier. De l'autre, une importante partie des habitants -organisés en «assemblée populaire- y voyaient une opération de «gentrification», et réclamaient d'être associés aux décisions concernant l'avenir du marché et du quartier. Cette bataille épique de 3 ans se termina en février 2019 par la construction brutale, en situation quasi militaire, tout autour de la place, d'un mur en béton de 2,50 m de haut pour assurer le déroulement des travaux. Il enferma le rêve d'un quartier fait par ses habitants. Une équipe de tournage de la télé de quartier s'interroge sur sa place et sur son rôle dans cette bataille.

Mais, quand le mur est là, comment donner à voir ce qui n'est plus sur les images et qu'on est pourtant sûrs d'avoir vécu?

Inspiré par «La Commune (Paris, 1871)» de Peter Watkins, le film raconte cette aventure humaine et proclame (une forme de) «victoire».

Concertation -> assemblées - (1789)

Cependant, Marseille était sur un volcan.

Le peuple, mourant de faim, devenait de jour en jour plus agité. L'adminis-

tration soupçonnée n'avait plus ni force, ni autorité. Il était impossible que tant de motifs réunis n'amenassent pas quelque explosion.

Le lundi 23 mars 1789, un attroupement considérable se forma à la Plaine Saint-Michel. Là, des orateurs, comme il en surgit toujours lors des émotions populaires, excitaient la fermentation en développant les griefs et les sujets de plaintes. Les uns voulaient que l'on forçât les administrateurs à rendre compte des recettes des années précédentes. D'autres proposaient d'aller à l'hôtel de ville sur le champ, réclamer la diminution du prix du pain et de la viande. D'autres encore ne parlaient de rien moins que de mettre tout à feu et à sang.

Enfin cette foule, prenant une détermination, quitta la Plaine, se rua dans la ville au nombre de 6000 âmes et se dirigea vers la mairie. Le conseil municipal présidé par Monsieur le Marquis de Gaillard, maire, était en séance, et s'occupait tranquillement des affaires courantes. Les magistrats, surpris et épouvantés par les menaces de cette multitude qui avaient assailli l'hôtel de ville promirent tout ce qu'on voulût...

Synopsis

Marseille, une Ville d'Europe comme bien d'autres.

La Plaine, un quartier bouillonnant, une grande place, un marché historique et populaire.

Une bataille tumultueuse entre d'un côté les services d'urbanisme de la mairie, déterminés à mener un important programme de "requalification" du quartier. De l'autre, une partie des habitant·e·s, qui refusent cette opération de gentrification, et réclament d'être associé·e·s aux décisions. Cette histoire épique dure 3 ans et se termine brutalement par l'in vraisemblable construction d'un mur en béton de 2m50 de haut tout autour de la place.

La télévision du quartier, empreinte des récits de soulèvements passés, outil de contre-propagande tout au long de cette bataille, refuse de s'arrêter au constat d'une défaite et s'interroge. Le cinéma peut-il raconter ce qu'on est sûr·e·s d'avoir vécu et qui n'apparaît pas dans le récit des vainqueurs? Comment faire germer pour demain des imaginaires politiques enthousiastes sur lesquels les autres s'appuieront? Convoquant les Communes Libres de 1871, leur rage joyeuse et enflammée, une écriture singulière s'empare alors de la fiction. Pour faire de ce combat collectif une aventure humaine victorieuse, une autre façon de fabriquer la ville et le monde s'entrevoit.

Toutes les dates de projections sur:

<https://labataille.primitivi.org/ouvoirlefilm/>

Radio Zinzine Info

F - 04300 Limans

Tél.: 09 74 53 46 19

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0224G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Dufлот

Edité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

22 € pour 6 mois

42 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

La France réduit drastiquement les visas aux ressortissants du Maghreb

Communiqué commun

Le fond de l'air est brun! Les surenchères sur le dos des Maghrébins

Décidément, à chaque période électorale la même musique lancinante est orchestrée: les migrants seraient la source des problèmes de la France! Cette fois-ci nous atteignons un degré d'ignominie invraisemblable avec les délires d'un candidat à la présidentielle (non déclaré pour l'instant) qui en appelle à «la pureté de la race française»! Comme avant lui l'extrême droite et nombre de leaders de la droite.

Face à ce climat nauséabond, le président de la République n'a pas trouvé mieux que de surenchérir en décidant la limitation de délivrance des visas à hauteur de 50% aux demandeurs venant des trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), invoquant le refus des autorités de ces trois pays de délivrer plus de laissez-passer, par leurs consulats, aux migrants sous le coup d'une obligation à quitter le territoire (OQTF).

Cette mesure met de nouveau à l'index une population stigmatisée depuis toujours, mais elle risque également de toucher gravement les échanges familiaux de Françaises et de Français d'origine maghrébine, instaurant, de fait, une citoyenneté à deux vitesses.

Il est urgent de s'élever contre une aussi grave atteinte aux droits humains qui porte, pour des raisons de chantage honteux, atteinte à la libre circulation de citoyens ayant leurs attaches, aussi bien en France qu'au Maghreb.

Cette mesure est le signe d'une grave pollution du débat public, mettant en avant les thèses les plus extrémistes, cherchant encore une fois à imposer le thème de l'immigration, pour escamoter les véritables questions liées à la justice sociale, la solidarité et l'égalité des droits.

Nous, associations signataires, réclamons l'arrêt de cette mesure discriminatoire et inhumaine, et appelons l'ensemble des acteurs de la société civile, tant en France que dans les pays du Maghreb, à se mobiliser pour empêcher de telles dérives.

Paris, le 30 septembre 2021

Premiers signataires :

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA), Action Jeunesse FMAS - Maroc, Amis de l'Algérie Nouvelle, Asbl Na'oura - Belgique, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (ACORT), Association citoyenneté, développement, cultures et migrations des deux rives (CDCMIR), Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), Association démocratique des Tunisiens en France (ADTF), Association El Ghorba, Association des familles des prisonniers et disparus sahraouis (AFAPRE-DESA), Association féministe Tharwa n'Fadhma n'Soumeur Algérie, Association Femmes Plurielles (AFP), Association des Marocains en France (AMF)...

suivent une trentaine d'assos. Liste complète sur <http://ldh-france.org>